

Sur le fondement de la réconciliation des intellectuels et des peuples de la sous-région de l'Afrique centrale

Anselme MBEMBA MPANDZOU *

Résumé

L'accession de bon nombre de pays d'Afrique centrale à l'indépendance à partir des années 1960 a été célébrée comme surgissement d'une nouvelle époque dans l'histoire des peuples noirs. Pour ceux de l'Afrique et de la diaspora, l'indépendance était, un véritable lever de soleil. Les chaînes de l'esclavage et de la colonisation venaient d'être brisées. L'ère de la liberté et de la reprise de leur destin en main avait donc sonné. Toutefois, l'indépendance en laquelle les peuples de la sous-région d'Afrique centrale avaient placé leurs espoirs, s'est vite transformée en une incontestable désillusion, avec l'irruption sur la scène politique des intellectuels mués en entrepreneurs politiques pratiquant la politique du ventre. En effet, si au cours de la première décennie, les pères des indépendances ont travaillé pour leurs peuples, les décennies allant des années 1970 à 2000, ont donné à voir une nouvelle "race" d'hommes politiques intellectuels préoccupés essentiellement par l'enrichissement personnel. Les intellectuels censés être la mauvaise conscience de la république quand celle-ci va mal ont plutôt exacerbé les clivages ethniques et/ou régionaux sur fond de mépris pour leurs peuples. Cette réflexion qui a pour but de mettre en évidence le divorce qui existe entre les intellectuels et leurs peuples, tente de re-penser les conditions de la réconciliation entre ces deux entités.

Mots-clés : Divorce, Indépendance, Intellectuel, Peuple, Pouvoir, Réconciliation.

Abstract :

The attainment of independence by many Central African countries from the 1960s onwards was celebrated as the dawn of a new era in the history of black peoples. For those in Africa and the diaspora, independence was a real sunrise. The chains of slavery and colonisation

* Maître-Assistant Cames, Département de Philosophie, Faculté des lettres, Arts et Sciences Humaines, Université Marien Ngouabi.

Email : lembav@gmail.com

had been broken. The era of freedom and the taking of their destiny into their own hands had thus begun. However, the independence in which the peoples of the Central African sub-region had placed their hopes was soon transformed into an undeniable disillusionment, with the irruption of the political scene by intellectuals who had become political entrepreneurs practising politics of the belly. Indeed, if during the first decade, the fathers of independence worked for their peoples, the decades from the 1970s to the 2000s gave rise to a new 'breed' of intellectual politicians concerned essentially with personal enrichment. The intellectuals who are supposed to be the bad conscience of the republic when it goes wrong have instead exacerbated ethnic and/or regional cleavages against a background of contempt for their peoples. This reflection, which aims to highlight the divorce that exists between intellectuals and their peoples, attempts to rethink the conditions for reconciliation between these two entities.

Keywords : Divorce, Independence, Intellectual, People, Power, Reconciliation.

Introduction

D'ordinaire, l'intellectuel se définit comme la mauvaise conscience de la république lorsque celle-ci va mal. Alain Minc, dans son *Histoire politique des intellectuels* ne dit pas autre chose lorsqu'il souligne à juste titre que : « L'intellectuel moderne naît (...) lorsqu'il échappe à la mainmise du pouvoir, lorsqu'il prend place pour un face-à-face avec le pouvoir et que cet affrontement définit son identité autant que le travail de création »¹. Dans une communauté politique, l'intellectuel est donc celui qui place les valeurs de l'esprit au-dessus de tout, et ce de façon tout à fait désintéressée. Cette posture qui lui permet de prendre fait, est à l'origine de nombreux problèmes qui minent le développement de la communauté politique à laquelle il appartient et dont il est un des maillons essentiels. La détermination de la nature et du rôle de l'intellectuel est celle qu'on retrouve presque dans toutes les nations policées et à toutes les époques où, effectivement, les lumières de la

¹ Cette citation est tirée de l'article de Félix Bankounda Mpélé, 2019, « L'urgence de l'éthique et de l'insoumission » site : blogs.mediapart.fr ». Disponible sur le site : www.congo-liberty.com.

raison ont façonné des valeurs sociétales. Cependant, il n'est venu à l'idée de personne de douter que l'intellectuel puisse avoir ces déterminations.

Pourtant, l'histoire des peuples, notamment ceux d'Afrique noire est émaillée d'épisodes où ces codifications ne semblent pas aller de soi ; l'on peut citer en Afrique centrale la période des indépendances, particulièrement les décennies allant des années 1960 à 2000. Cet espace dont la configuration des pays est tributaire du tracé avalisé par la Conférence de Berlin de 1884-1885, regorge de nos jours d'intellectuels de renom. Ce découpage de l'Afrique a d'ailleurs fait l'objet de nombreux travaux de la part des intellectuels Africains et autres chercheurs. En effet, il en ressort que cette « balkanisation » n'a pas tenu compte des équilibres régionaux, encore moins des affiliations linguistiques, culturelles ou ethniques (A. Mbemba-Mpandzou, 2018). Ce qui a provoqué, l'indignation de l'africaniste Robert Cornevin (E. Kotto Essomé, 1978, p. 47). Ainsi, « les Somaliens [seront] dispersés malgré eux dans quatre États déclarés différents » (K. Essomé, 1978, p. 54), le Kongo dans six États, etc. Une politique d'assimilation a été imposée à tous les États africains. Par ailleurs, la réalité africaine depuis les Indépendances connaît de profonds bouleversements qui disent les mutations sociales en cours dans ce continent. Ces changements ne manquent pas de susciter un nombre d'interrogations sur multiples sujets, et notamment sur la capacité des Africains à affronter cette effervescence quasi permanente (E. Lock, 2014). Comme le souligne cet auteur, parler du rôle et de la place des Africains dans les mutations sociales les concernant, c'est poser un problème de fond auquel nul ici ne peut se soustraire. Et, ceux qui apparaissent comme en étant les plus concernés sont les intellectuels. Mais Lock pose une question de fond à ce propos : qui sont ces personnages qui seraient si importants dans la prise de responsabilité africaine, au point d'y apparaître comme les véritables moteurs ? J. Ma Thiam (1962, 150), à l'aube des Indépendances africaines, parlait des intellectuels de l'Afrique noire comme des personnes difficiles à définir. Et il semble que les équivoques qui pèsent sur l'intellectuel africain ne sont pas encore levées (E. Lock, 2014), d'où l'intérêt et l'actualité de la question. Aussi convient-il de poser, à nouveaux frais, le double questionnement qui nous requiert tous, celui qui est au centre de notre réflexion, à savoir : les intellectuels Africains, particulièrement ceux de l'Afrique centrale,

jouent-ils réellement leur rôle d'éveilleur de consciences ? Prennent-ils en charge les problèmes dont souffrent leurs peuples, ou sont-ils, au contraire, en rupture avec ceux-ci, et donc organiquement liés aux pouvoirs ? C'est pour tenter de répondre à ces questionnements que nous nous proposons d'élucider les contours de « formation » et de positionnements des intellectuels de la sous-région Afrique centrale face à leurs engagements dans la renaissance des divers pays dans le contexte de crise d'identité africaine. Pour étudier la question nous nous appuyons sur la méthode herméneutique de H-G. Gadamer. En ce sens que l'herméneutique chez Gadamer se recommande comme une pensée du dialogue et de l'écoute. Car son seul principe est que le dialogue se fonde sur l'idée que c'est peut-être l'autre qui a raison.

Notre étude s'articule sur trois axes. Le premier situe le processus de fabrication des « évolués » pendant la période coloniale. Le deuxième axe analyse le rôle des « intellectuels » africains dans le développement de leurs pays respectifs depuis les indépendances jusqu'à nos jours. Le troisième et dernier axe examine les possibilités de réconciliation des intellectuels et leurs peuples. Ce point met aussi en relief des perspectives de la renaissance de la sous-région d'Afrique centrale.

1. La colonisation et la fabrication des « évolués »

L'image la plus répandue de l'Afrique, on le sait, a été élaborée et construite, de fil en aiguille, à partir des récits des explorateurs, des missionnaires et aussi des militaires. C'est en tout cas la thèse que défend Yves Monnier dans son ouvrage intitulé *L'Afrique dans l'imaginaire français (fin du XIX^e-début du XX^e siècle)*, lorsqu'il analyse l'ensemble des récits et descriptions des explorateurs blancs. Il conclut, à l'issue de cette analyse remarquable que les informations à partir desquelles s'est construite l'image de l'Afrique sont souvent incomplètes, parfois contradictoires. Quoique recueillies sur le terrain, celles-ci vont progressivement structurer l'image de l'Afrique dans l'imaginaire français du début du XX^e siècle (Y. Monnier, 1999, p. 19).

En effet, toute la littérature élaborée à cet effet (ouvrages et correspondances), les objets d'art (récoltés sur le terrain, achetés et volés, mais le plus souvent volés comme le souligne le Rapport sur la restitution du patrimoine culturel africain de Felwine Sarr et Bénédicte Savoy (2018), qui en dit long), dépeignent l'Afrique sous un tableau

des plus méprisants qui soient. Pour l'essentiel, ces images sur l'Afrique,

Offrent en majorité une description schématique, péjorative, souvent méprisante des indigènes, et finissent par former le canevas de préjugés qui vont ensuite s'enraciner très profondément. Les habitants de l'Afrique sont présentés comme des « sauvages », à qui est déniée toute préoccupation étrangère au problème de la survie quotidienne, à la satisfaction des besoins physiques élémentaires (S. Pontzele, 2004, p. 37).

Vu l'état de « sauvagerie » très avancé dans lequel se trouvait l'homme noir les puissances colonisatrices réunies à Berlin du 15 novembre 1884 au 26 février 1885, se croient nanties d'une mission philanthropique, à savoir "la mission civilisatrice". La Conférence de Berlin ayant donné un blanc-seing aux puissances coloniales, une course au clocher va s'engager ; chaque puissance cherchant à s'appropriier plus de terres que les puissances rivales. Mais pour mener à bien "la mission civilisatrice", l'Europe utilise la force qui lui permet de conquérir et de s'appropriier le monde qu'elle a découvert à nouveau frais au-delà de son unique horizon méditerranéen.

Dans la mesure où cette "humanité" qu'elle a découverte ne lui ressemblait en rien, l'Europe « s'institue la seule dépositaire de l'ensemble des attributs de l'humanité » (S. Bessis, 2003, p. 28).

Cependant, l'attribution des qualités véritablement humaines ne l'a jamais mis à l'abri des pires vices qui concourent au rabougrissement et/ou à la décadence de l'homme. Au contraire, ses attributions lui ont donné des ailes pour mieux piller et se servir des richesses des autres qui n'avaient pas le même niveau technologique qu'elle, ou plutôt qui avaient un autre rapport au savoir, au monde. Profitant de la faiblesse technologique de ceux qui en étaient dépourvus, c'est-à-dire les Noirs africains,

L'auto-élection des Européens à la pleine qualité d'humains leur a d'abord permis de piller en toute quiétude ceux qui ne l'étaient pas. Et de se livrer à une exploitation économique à l'ampleur et aux modalités inédites, sur laquelle l'Europe a en partie fondé sa fortune moderne et qui a fait d'elle en quelques siècles la région la plus riche du globe (S. Bessis, 2003, p. 28).

La France, qui étend son impérialisme en Afrique, partage ses zones d'influence en deux blocs : l'Afrique Occidentale Française (A.O.F.) et l'Afrique Équatoriale Française (A.E.F.). Cependant, en Afrique centrale, en dehors des pays faisant partie de l'A.E.F., quelques pays connaissent l'influence d'autres puissances colonisatrices. C'est le cas notamment de la République démocratique du Congo, placée sous le drapeau flamand belge, de l'Angola sous domination portugaise, de la Guinée Équatoriale sous celle de l'Espagne².

En effet, l'intelligentsia coloniale française, convaincue de la supériorité de sa langue, de sa culture, bref, de sa civilisation, pour asseoir son hégémonie sur les peuples colonisés, utilise deux armes redoutables de domination mentale que sont l'école et la religion. Après des années d'exploitation à outrance des ressources naturelles de ses colonies, un vent nouveau souffle autour des années 40 au sein du système colonial français. À la suite du ralliement de l'A.E.F. à la résistance contre l'Allemagne aux côtés des Alliés, il avait été décidé de renouveler la politique coloniale. C'est ainsi que, en novembre 1941, le Gouverneur Général de l'A.E.F., F. Éboué (1944, p. 3) mit sur pied une commission d'une cinquantaine de membres qui réunissait les Gouverneurs des Colonies et les représentants des valeurs spirituelles et économiques de l'A.E.F., avec pour mission de réfléchir sur les innovations à apporter au sein des colonies. Dans son mot d'ouverture, il souligna :

J'ai parlé d'innovation, peut-être pourrait-on employer un terme plus direct, le mot révolution, en tant qu'il signifie renoncement à certains errements, à la routine, à des préjugés certains. La révolution consiste précisément à rompre avec les errements et la routine, qui veulent dire stagnation, donc régression, et à renoncer aux préjugés que nos amis Anglais, dans leur langage précis appellent « préjudice ; un préjugé est en effet un préjudice. Celui qui le pratique et celui qui en souffre en sont les victimes et, en définitive, la chose publique (F. Éboué, 1944, p. 3).

² Sans vouloir rentrer dans le détail de la politique de chacune de ces puissances dans les colonies d'Afrique centrale, nous allons nous appesantir sur la politique française en A.E.F.

En clair, il était donc question de définir autrement la manière de gouverner les colonies. Au terme des débats, la commission produisit un document dont l'intitulé est pour le moins explicite : *La nouvelle politique indigène pour l'Afrique équatoriale française*³. Cette nouvelle politique se donnait à voir, dans l'esprit des colons blancs, comme un devoir, une obligation morale envers les indigènes. Au chapitre II de ce document intitulé « Des institutions politiques », il est inscrit la nécessité de ce devoir :

Et c'est ici notre grand devoir. Au lieu de laisser se former à notre contact une foule de prolétaires plus ou moins mal vêtus, parlant plus ou moins le français, nous ferons le bien en créant une élite, et d'abord l'élite des chefs et des notables, lesquels, placée par nous devant la responsabilité personnelle du pouvoir, progresseront avec l'usage des difficultés rencontrées et, s'accrochant à l'ouvrage, gagneront leurs titres pour le pays et dans le pays. Cela ne vaut-il pas mieux qu'une multitude d'individus aigris allant chercher on ne sait où des mots d'ordres inadaptés ? (F. Éboué, 1944, p. 17).

Au cours de ses assises, Lyautey, un des colons influents, reprenant les propos de Lanessan qui l'avait formé dans la politique coloniale, fit cette déclaration mémorielle :

Dans tout pays, il y a des cadres. La grande erreur, pour le peuple européen qui vient là en conquérant, c'est de détruire ces cadres. Le pays, privé de son armature, tombe alors dans l'anarchie. Il faut gouverner avec le mandarin, et non contre le mandarin. L'Européen, n'étant pas le nombre, ne peut se substituer, mais contrôler. [...] Donc, ne froisser aucune tradition, ne changer aucune habitude. Il y a, dans toute société, une classe dirigeante, née pour diriger, sans laquelle on ne fait rien (F. Éboué, 1944, p. 13).

³ Félix ÉBOUÉ, 1944. *La nouvelle politique indigène. Pour l'Afrique Equatoriale Française*.

http://www.cvce.eu/obj/felix_eboue_la_nouvelle_politique_indigene_pour_l_afrique_equatoriale_francaise_brazzaville_8_novembre_1941-fr-7aa7d9e9-0f5f-4a5c-97b8-6f272beea375.html

En rompant avec les méthodes de force de l'ancienne administration coloniale, la nouvelle politique indigène avait mieux compris que le système colonial ne pouvait perdurer longtemps sans tomber dans une décadence si l'on ne faisait pas participer à l'œuvre les mandarins locaux. C'est dans ce contexte que, pour mieux assurer leur mission d'évangélisation, les missionnaires vont procéder d'abord à la mise en place des structures inhérentes à leur apostolat. Ainsi, furent construits les écoles, les dispensaires ou hôpitaux et des ateliers de formation aux différents métiers (A. B. Ibombo, 2012, p. 117).

La construction des écoles répondait à une nécessité, celle d'alphabétiser les indigènes non pas dans la langue locale, mais dans la langue du colonisateur. Le choix de cette langue est dicté par l'idée d'endiguer toute transmission de la mémoire et des traditions locales. Ici, l'objectif est de couper l'enfant indigène scolarisé de son patrimoine culturel. Dans leur politique de recrutement, les missionnaires jettent d'abord leur dévolu sur les enfants des notables ou chefs de cantons. Ensuite, au fur et à mesure que l'école gagne en proportion, ils l'étendent à l'ensemble du village et des villages. L'on comprend aisément que la dimension assimilationniste de l'enseignement se soit donc mis au service du projet colonial. G. André (2007, p. 3) a bien montré les buts visés par cette politique : « Il s'agit de recruter quelques privilégiés, les fils de chefs, et de les assimiler par l'enseignement de la langue et de la culture françaises afin d'assurer la pérennité et le rendement de l'œuvre coloniale ».

Les premiers enfants qui ont été alphabétisés accompagnaient souvent les prêtres dans leurs randonnées missionnaires en transportant leurs sacoches. Aussi, ont-ils fini par devenir catéchistes d'abord, moniteurs ensuite, et pour un petit nombre occuper des postes de responsabilité dans l'administration des églises locales ou celle de l'État colonial en qualité de « commis ». On comprend dès lors pourquoi ils ont été affublés du qualificatif d'« évolués ». En effet, travailler aux côtés de l'administrateur colonial, voire du missionnaire ou prêtre, était pour eux et leurs parents un motif de satisfaction et de fierté. Ce sentiment de fierté les amenait à prendre leur distance vis-à-vis de leurs compatriotes. Pourquoi ? Parce qu'ils s'estimaient qu'ils n'étaient plus pareils aux autres. La satisfaction venait du fait que, dans la stratification de l'échelle sociale, ils avaient atteint un autre palier

symbolisant une évolution notable qui se décline en sentiment d'être « civilisés ». Dès lors, que pouvaient-ils espérer de mieux ?

Il est intéressant de souligner que, lorsque souffle le vent des revendications d'indépendance dans les colonies, les colons, très astucieux, vont devoir préparer la relève à la va-vite. Quelques indigènes seront envoyés en formation en métropole, mais surtout dans d'autres territoires colonisés pour y subir une formation dans tel ou tel domaine. Cependant, lorsque surviennent les indépendances, aucun pays de la sous-région de l'Afrique centrale ne comptait plus de 30 bacheliers.

Au niveau politique, divers partis sont nés sous la colonisation. Pour le territoire du Moyen-Congo, il s'agit du Parti Progressiste Congolais (PPC) de Jean Félix-Tchicaya, créé en 1946 ; du Mouvement Socialiste Africain (MSA), créé par Jacques Opangault à la même année ; de l'Union Démocratique pour la Défense des Intérêts Africains (UDDIA), fondé en mai 1956 par l'Abbé Fulbert Youlou. Pour le Congo Belge, on retrouve l'Alliance des Bakongos (ABAKO) créé en 1954 par Joseph Kasavubu ; le Mouvement National Congolais (MNC) de Patrice Lumumba, créé en 1958. En Oubangui-Chari (actuelle Centrafrique), on a le Mouvement pour l'Évolution Sociale de l'Afrique Noire (MESAN) fondé en 1949 par Barthélémy Boganda, prêtre catholique, après s'être retiré du Mouvement Républicain Populaire (MRP), parti politique français, fondé en novembre 1944, et dirigé par Maurice Schumann de (1945-1949) ; etc. En ce qui concerne le Gabon, il s'agit : du Bloc Démocratique Gabonais (BDG), section locale du Rassemblement Démocratique Africain (RDA), créé par Félix Houphouët-Boigny. Pour ce qui est du Tchad, on a le Parti Progressiste Tchadien (PPT), fondé en 1946, affilié également au Rassemblement Démocratique Africain, dirigé par un administrateur d'origine antillaise, Gabriel Lisette, et un instituteur tchadien, François Tombalbaye. Quant au Cameroun, on note l'Union des Populations du Cameroun (UPC) de Ruben Um Nyobè, fondé en avril 1948, et l'Assemblée Territoriale du Cameroun (ATCAM) créé en 1952 et qui devient en décembre 1956 l'Assemblée Législative du Cameroun (ALCAM), dirigé par André-Marie Mbida. Bref, tous ces partis vont s'engager dans la course à la magistrature suprême de pays respectifs nouvellement accédés au statut de république.

Cependant, la politique coloniale pour n'avoir pas alphabétisé les populations dans leurs langues locales, a créé un précédent fâcheux. En effet, par exemple, en république du Congo, « en mars 1957, en application de la loi-cadre adoptée en 1956, les électeurs du Moyen-Congo sont appelés à élire leur nouvelle assemblée » (J. E. Goma-Thethet, 2015, p. 465). Les populations sans expériences politiques avérées vont s'engouffrer dans cette brèche de la loi-cadre pour faire valoir leur droit de vote. C'est donc dans ce climat flou que les partis politiques vont devoir s'affronter pour briguer la magistrature suprême. La situation est peu reluisante ailleurs.

En effet, par-delà la diversité ethnique qui est consubstantielle aux pays de la sous-région de l'Afrique centrale, presque tous ont connu des coups d'État à l'exception du Cameroun. Entre les détenteurs du pouvoir et ceux qui nourrissent l'espoir de les remplacer, il existe une forte animosité en dépit des accolades qu'ils peuvent se donner occasionnellement. En tout cas, à l'intérieur de chaque pays, on observe une forte division de la classe politique. Pareille division n'est pas le fait seulement des antagonismes liés aux courants de pensée, au contraire. Même les formations politiques se réclamant d'un même courant d'idées ne se rassemblent pas pour former un seul parti. Rarement on a vu au sein des partis politiques des oppositions sur le plan des idées ; tous sont pareils et se battent au fond pour le contrôle de l'appareil d'État, donc du pouvoir. Mais à quelle fin ?

De tout ce qui précède, la question qui vient immédiatement à l'esprit est celle-ci : quel rôle les intellectuels ont-ils joué ou continuent-ils de jouer dans tous ces pays de la sous-région de l'Afrique centrale ?

2. Le rôle des « intellectuels » africains

Dans un texte remarquable intitulé *L'intellectuel exotique*, F. Eboussi Boulaga se demande ce qu'il faut faire du mot intellectuel devenu encombrant, en ces temps de détresse ? Affinant sa pensée, il formule son interrogation en ces termes : notre société est-elle à même d'assigner une place à la fonction intellectuelle, selon que les réminiscences de l'histoire occidentale nous l'intiment ? Autrement dit, le mot intellectuel renvoie-t-il au même référent lorsqu'on le saisit en contexte africain ? À l'évidence, non !

En effet, dans son texte, F. Eboussi Boulaga épingle deux figures de l'intellectuel : la première, symbolisée par les sophistes, Socrate et sa postérité (Platon et Aristote), vit de son savoir ; la seconde, enfantée par l'époque des Lumières, met l'homme au centre de ses préoccupations en tentant de l'émanciper, c'est-à-dire le sortir de son état de minorité. Le philosophe camerounais, montre le pas accompli par les lumières européennes dans la destruction des « bases intellectuelles et morales du dogmatisme, du despotisme et de la superstition » (F. Eboussi Boulaga, 2013, p. 27). Aussi fait-il l'éloge de l'intelligence dans le milieu européen en montrant la tâche qui lui est assignée :

Diffuser les savoirs, éduquer les individus à oser penser par eux-mêmes, à trouver partout les cheminements de la raison vers son affirmation adulte, voir comme ses allégories partout et découvrir partout ce qui est utile à la société et à son progrès, voilà la tâche de l'intelligence. Elle peut prendre la forme du combat contre l'obscurantisme et le despotisme, pour le bénéfice de leurs victimes et pour imposer l'unique mystère qui vaille : celui de la raison (F. Eboussi Boulaga, 2013, p. 27).

En clair, en Europe, l'intelligence a été mise au service du progrès social et spirituel. Arrimée à la déesse raison, elle a fait le pari de la justice sociale, en donnant à l'homme les outils nécessaires pour pouvoir changer son cadre de vie. Par conséquent, elle a servi de boussole à l'action humaine.

La figure de l'intellectuel telle qu'elle se donne à voir en Europe peut-on la retrouver en Afrique ? Rien n'est moins sûr !

En effet, en remontant le cours de l'histoire des pays de la sous-région de l'Afrique centrale, force est de constater que, dès le début des indépendances, la question de l'intellectuel s'est posée, notamment celle de son rôle d'aiguilleur principale de la société.

L'extrême gravité des actes posés par les intellectuels au sein des gouvernements dans lesquels ils ont participé dans leurs pays tient, à la lecture des rapports des commissions des institutions internationales financières et des journaux locaux, aux pratiques de vol, concussions, détournements des deniers publics et autres comportements immoraux. Ceci fait penser à Hegel, qui dans les *Leçons sur la philosophie de l'histoire* ne s'est pas empêché de souligner, s'agissant de l'homme noir, qu'on ne pouvait rien trouver dans ce caractère qui rappelle

l'homme (G.W.F. Hegel, 1963, p. 76). Simple exagération des faits ou réalisme objectif ?

En réalité, les intellectuels, une fois au pouvoir, ne montrent pas en quoi ils se différencient du bas peuple. Ils sont happés par les relents ethniques, ce qui fait que, abusant de la naïveté du peuple et profitant de la situation du non-État, ils sont là pour assouvir leur égoïsme au détriment de l'intérêt général. Ils ne se sentent pas concernés par la résolution des problèmes de la cité ou de leurs pays. Autant ils occupent des postes importants dans les institutions, autant ils prennent des distances vis-à-vis de leurs peuples. Une société où les élites se comportent en véritables gangsters, se conduisent dans leur propre pays en étrangers, et le pillent du mieux qu'ils peuvent, où triomphe l'arbitraire et où l'on est incapable de concevoir des politiques qui hâtent chez des peuples souffrant de troubles psychologiques graves une salutaire prise de conscience (D. Ngoïe-Ngalla, 2006, p. 88), n'est-ce pas le comble d'une élite irresponsable ? Dans le bois obscurci de ces "sociétés" ethno-égocentriques, où « les trompes hurlent, hululent sans merci sur les tam-tams maudits » (R. Mercier, 1968, p. 132), dans un contexte où "le bâton du tortionnaire n'a pas encore été brisé, où marchent, bruyantes, les chaussures des soldats", les valeurs républicaines sur lesquelles devait se fonder leur action sont balayées. Elles sont considérées comme des obstacles majeurs à leurs ambitions, à leur ascension sur l'échelle sociale. Du coup, ils deviennent des mercenaires contre leurs propres pays. Il est vrai que tout au long de leur mandat, ils tirent à boulets rouges sur le tribalisme et le régionalisme, mais dans la pratique, la gestion du pouvoir dément leur discours. Les nominations dans les cabinets ministériels se fondent sur l'appartenance à l'ethnie.

En clair, la pratique politique, à travers les nominations à des postes de responsabilités montre que depuis la fin de la colonisation le système politique fonctionne sur la base d'une polyarchie illusoire (représentativité de toutes les « sensibilités » nationales) et d'une hégémonie réelle d'un seul groupe. Ce, à partir d'un travail de construction identitaire (érection des identités ethno-départementales en identité politique) (J.-P. Missié, 2015, p. 429).

Or, une des leçons que nous aura apprises F. Eboussi Boulaga (2013, p. 28), c'est que lorsque nous venons au monde, naturellement avant de devenir un intellectuel, nous sommes enrôlés sous de multiples bannières, tatoués d'allégeance et de préjugés, recrutés au service d'intérêts partisans. Cependant, à partir du moment où l'on veut faire œuvre d'intellectuel, on doit se faire violence pour reconquérir la liberté de penser et d'agir. Cette reconquête définit alors notre identité, c'est-à-dire la posture d'intellectuel, laquelle nous permettra d'aller en croisade contre les injustices, et d'être la bouche des sans voix. C'est dans ce sens critique que F. Eboussi Boulaga (2013, p. 28), a écrit : « La fonction propre de l'intellectuel est de se désengager, de se dépêtrer de ces liens qui le tiennent captifs. Il n'exerce son talent que s'il est libre de toute prévention, s'il n'est circonvenu par aucun intérêt ». Ce dépassement est le pas intérieurement nécessaire pour rendre pérenne la figure de l'intellectuel accompli afin que celle-ci demeure encore vivante.

En somme, la figure de l'intellectuel telle qu'on la connaît en Europe est quasiment inexistante en Afrique. Le mot intellectuel ne veut rien dire dans l'espace africain. Pourquoi ?

En Afrique, l'acte primaire de lire et d'écrire met à part l'intellectuel. Il est l'homme du livre et du crayon ou de la plume. À la lettre, c'est tout ce qu'il sait faire et l'efficacité provient de cette opération, indépendamment du contenu et de l'effet. Ses privilèges, son autorité en dérivent. À la limite, l'intellectuel est celui qui jouit d'une rente à perpétuité pour avoir consacré de longues années aux études, c'est-à-dire à lire et à écrire. La transformation de la nature, la maîtrise du temps et de l'environnement, la production des objets symboliques qui expriment et effectuent cette prise en charge, cette modification du donné ne sont pas impliquées dans son concept (F. Eboussi Boulaga, 2013, p. 30).

S'avisant à déterminer le rôle de l'intellectuel dans l'article susmentionné, Eboussi Boulaga souligne que :

La fonction de l'intellectuel est d'amener la communauté et la Cité à trouver un fondement au-delà des luttes qui déchirent les individus et les collectivités, au-delà de l'ignorance qui les ballote au gré des opinions et des apparences, d'une

incompréhensible multiplicité d'êtres, d'événements, de pensées et de langages (F. Eboussi Boulaga, 2013, p. 26-27).

À défaut d'accomplir un tel pari, les intellectuels africains de l'Afrique centrale se distinguent particulièrement par la compromission. En effet, « la compétition ici, de plus en plus, n'est plus que dans la pugnacité à l'appel du pied au pouvoir qui, bien entendu, joue, abuse et s'amuse avec l'ensemble de la société et les universitaires particulièrement ! »⁴. Cette compromission fait d'eux des êtres amphibies, pour reprendre l'expression d'Eboussi Boulaga. En fait, par ce jeu souterrain,

L'universitaire ou l'élite de façon générale s'est expertisé dans le double discours : si en off il critique un peu, en clair il acclame le pouvoir parce qu'il y va de son intérêt auquel il n'a initié aucune autre alternative. Ainsi, les régimes se succèdent, mais vous trouvez quasiment la même élite, éternellement en compétition pour accrocher les postes ou d'autres opportunités, accouchant d'un phénomène que les [peuples] définissent, assez pertinemment, comme de la prostitution politique (F. Bankounda Mpélé, 2019)⁵.

Une telle posture constitue une apostasie flagrante aux valeurs transcendantes. Ce constat, J. Benda, en son temps, l'avait déjà fait. Dans son essai, *La trahison des clercs*, devenu un classique, il soutenait que : « les hommes dont la fonction est de défendre les valeurs éternelles et désintéressées, comme la justice et la raison, et que j'appelle les clercs, ont trahi cette fonction au profit d'intérêts pratiques » (J. Benda, 2003, p. 5). Si initialement la critique de Benda s'offrait à l'interprétation comme une critique à l'idée de nation récurrente dans les discours des clercs (Barrès, Maurras et autres) qui ont collaboré avec les fascistes et les antisémites, trahissant ainsi leur patrie, cette critique s'est élargie à l'acceptation, par les clercs, de l'idée de « l'ordre ». Le binôme Ordre et nation, maintes fois martelé par les

⁴ Félix Bankounda Mpélé, 2019 « L'urgence de l'éthique et de l'insoumission », disponible sur le site : www.congo-liberty.com

⁵ Cette citation est tirée de l'article de Félix Bankounda Mpélé, 2019, « L'urgence de l'éthique et de l'insoumission ». Site : www.congo-liberty.com

clercs, était le meilleur rempart pour assurer leur domination sur l'ensemble de la nation dont ils avaient une conception étriquée.

La critique de Benda contre les pseudo-intellectuels pour autant qu'elle date de plus de 94 ans n'a pas perdu de sa pertinence et de son actualité. Elle est d'autant plus actuelle qu'elle vaut également pour les clercs de l'Afrique centrale en ce temps d'épouvante. Le fossé entre les peuples et les diplômés universitaires et/ou politiciens alimentaires est grandissant. Et aussi longtemps qu'il en sera ainsi, l'Afrique centrale ne montrera aucun signe de progrès, et, par ricochet, la renaissance sera renvoyée aux calendes grecques.

Comment dès lors construire des passerelles de réconciliation entre les intellectuels et leurs peuples, et assurer la renaissance de la sous-région de l'Afrique centrale ?

3. La réconciliation des intellectuels et leurs peuples : condition de possibilité de la renaissance de l'Afrique centrale

Le mot "réconciliation" est formé de deux termes : le préfixe "ré" qui passe pour signifier répétition, rétablissement et le substantif *conciliation* qui renvoie précisément à entente, harmonie et unité. Si l'on doit à travers la réconciliation, réitérer l'entente et l'unité entre les intellectuels et leurs peuples, c'est qu'elles ont été perdues. Question : Comment l'entente et l'unité peuvent-elles être fondées pour impulser la renaissance de la sous-région de l'Afrique centrale ? Voilà la question à laquelle nous allons devoir répondre.

On connaît la réponse du sens commun à cette question : l'entente et l'unité peuvent être fondées si le tribalisme et le régionalisme qu'exacerbent les partis politiques disparaissent des dites formations. Pareille lecture de la situation politique de la sous-région de l'Afrique centrale est biaisée. On connaît le climat politique qui a prévalu avant et après les indépendances. Des partis politiques vont naître çà et là, avec des velléités de revendications d'autonomie. Au fond, tout ce dynamisme d'idées cachait un arrière-plan idéologique qui consistait à s'emparer du pouvoir politique pour avoir le contrôle sans partage de l'appareil d'État, et *in fine* mieux se servir. En somme, en toile de fond de tous les conflits : troubles, émeutes, guerres civiles, que les pays de l'Afrique centrale ont connues, il y a une lutte permanente autour de

l'argent, et donc du pouvoir. Chaque acteur veut avoir un accès facile aux biens de la modernité avec ce qu'implique « le complexe du colonisé », selon le terme d'Albert Memmi, dont l'ambition plus ou moins secrète est de régner ou de dominer l'autre (F. Bankounda Mpélé, 2019).

La même effervescence politique régnait dans presque tous les pays de l'Afrique centrale. L'octroi de l'indépendance formelle, conséquence logique de la loi-cadre, avait finalement ouvert la boîte de pandore. Les premiers acteurs politiques et leurs collabos d'intellectuels, ceux-là mêmes qui ont accompli, par la force du destin, « l'acte primaire de lire et d'écrire », manifestent un immoralisme plus insultant que ne l'ont fait les parents illettrés dans la gestion de la chose publique. Le champ politique ayant été investi par des politiciens alimentaires et des « diplômés » universitaires qui n'ont aucun sens de l'honneur, la politique, cet art de l'organisation et du fonctionnement des affaires de l'État, et surtout de la redistribution du bien commun, a perdu sa noblesse. Les fameux intellectuels version "diplômés d'universités", ont causé à l'Afrique en général, et à la sous-région de l'Afrique centrale, en particulier, plus de tort que leurs pères, les « évolués ». L'espoir que les peuples avaient placé en eux s'est volatilisé. C'est donc vainement que leurs peuples attendent une quelconque résolution des problèmes qui les assaillent au quotidien. Sékou Chérif Diallo (2018) qualifie d'ailleurs les intellectuels africains de masque errant⁶. Cette posture soulève chez D. Ngoïe-Ngalla (2019, p. 76), la question pertinente : « Qui, sortant d'un passé d'épouvante, sans réglage nécessaire, se retrouverait toujours parfaitement maître de lui-même, *sui compos*, serein et joyeux comme à l'aube du monde, prêt pour engager le combat de la vie ? ». Cette interrogation, loin de donner un blanc-seing aux intellectuels d'avoir failli à leur mission d'éveilleurs de consciences et de se penser comme autorités morales, les présente au fond comme des êtres mal structurés mentalement, et donc psychiquement atteints par des années d'épouvante sous la colonisation. « La colonisation avait fabriqué des complexés » (D. Ngoïe-Ngalla, 2019, p. 76). La traite négrière, la colonisation et le néocolonialisme ne disent rien aux intellectuels de l'Afrique centrale, absolument rien en cette période

⁶ Sékou Chérif Diallo, 2018, « Intellectuels africains : masque errant ? ». Disponible sur le Site : <https://afriquesociologie.com/2018/10/04/intellectuels-africains-masque-errant/>.

d'épouvante. Ces périodes sont perçues comme de lointains souvenirs qui n'ont plus d'emprise sur eux.

Le manque de confiance en soi est la manifestation la plus observable de l'un de ces complexes dont les affligèrent la traite des Noirs et la colonisation ; la difficulté de s'affirmer de manière personnelle et autonome est l'autre manifestation du traumatisme profond dont furent affectées les sociétés nègres prises dans la tourmente de leur Histoire terrible. Même chez l'élite, la peur diffuse du Blanc ! Il faut cerner là, une des manifestations du complexe de castration. Ce ne sont pas sa pigmentation étrange, ni ses yeux d'oiseau de proie qui effraient, mais, tapi dans la conscience et la mémoire collective, le souvenir des horreurs dont le Blanc fut, pendant des siècles, l'instigateur impénitent (D. Ngoïe-Ngalla, 2019, p. 76-77).

Peut-on avec une telle mentalité avoir des véritables élites douées du sens des responsabilités ? Absolument pas ! Que peut-on en attendre si la notion de distanciation aux antivaleurs leur échappe ? Rien ! En effet, à de rares exceptions, des rangs d'une telle élite ne sortiront jamais que de petits politiciens à l'esprit étriqué, sans dispositions psychologiques, ni ressources morales suffisantes pour aller au-devant des exigences des tâches de la société moderne à fonder (D. Ngoïe-Ngalla, 2019, p. 78). Une société qui ne sait d'où elle vient et où elle va, ne peut en aucun cas se "développer". L'intelligibilité d'une telle approche faisant écho au développement semble donc indiquer qu'il y a une espèce de cécité qui a gagné les intellectuels Africains. C'est en tout cas le constat que fait A. Kabou (1991, p. 17) lorsqu'elle note que la volonté africaine de développement semble être un mythe coriace même si l'élite intellectuelle ne semble pas l'admettre. En effet,

pour avoir justifié les luttes des indépendances, la volonté africaine de développement fait, depuis lors, partie des croyances vénérables qu'on ose à peine égratigner de peur de commettre un sacrilège. Or, rien, dans l'état actuel des recherches en matière de développement, ne permet d'affirmer avec certitude que l'Afrique est mue par un indiscutable désir de progrès. Tout paraît même indiquer le contraire (A. Kabou, 1991, p. 17).

On pourrait multiplier les exemples montrant le refus par démission et /ou mauvaise foi de l'élite africaine de se développer, mais à quoi bon !

3.1. Soixante ans après les indépendances : attitudes des intellectuels

L'Afrique centrale offre un tableau des plus dramatiques qui soient. Refusant de s'installer, après les indépendances, et même soixante ans plus tard, dans la posture de ceux qui affrontent le destin, les intellectuels de cette sous-région ont créé le fossé avec leurs peuples. Dépourvus du sens élevé du devoir caractéristique des grands hommes qui ont marqué, en bien, l'histoire de l'humanité - Périclès, Jules César, Alexandre-Légrand, Kankan Moussa, André Grénard Matsoua, Nelson Mandela, etc. - ils sont autistes aux leçons de l'histoire. Toute la question est de se demander comment alors en sortir ?

Penser à transformer les intellectuels africains aliénés actuels est chose impossible tant il est vrai que l'aliénation coloniale a réussi à donner aux Africains une vision binaire du monde : colonisateur /colonisé, civilisé/ sauvage, langue/ dialecte. Cette dichotomie a donné naissance à une culture de la domination que le colonisé a très bien intériorisée : domination des uns et soumission des autres. D'un côté, il y a des "civilisés", et de l'autre, des sauvages. Or à y regarder de plus près, on s'aperçoit que cette bipolarisation de la société postcoloniale sied bien aux intellectuels africains de la sous-région dans la mesure où ils se rangent du côté des "civilisés", en tout cas, ils se croient tels. Cette position leur permet de regarder les autres, c'est-à-dire le (s) peuple (s) en position de surplomb. Aussi trouvent-ils cette situation "normale" au point de penser que la langue soit celle du colonisateur, arguant que le colonisé, lui, n'a que des dialectes. Malheureusement,

Depuis les indépendances, il s'est créé une dynamique de l'aliénation qui fait que les aliénés s'aliènent de plus en plus non seulement par le développement mécanique du processus engagé par le colon, mais aussi et surtout par la volonté délibérée d'une partie de ces aliénés : soit parce qu'ils se complaisent dans cette aliénation sans rien tenter pour en sortir ; soit parce qu'ils utilisent les signes de cette aliénation pour, à leur tour, aliéner les autres couches de leur propre population (J. Ndamba, 2003, p. 22).

Comment dès lors construire des passerelles de réconciliation entre les intellectuels et leurs peuples et assurer la renaissance de l'Afrique centrale ?

Cette réconciliation nécessite, croyons-nous, l'invention d'un nouveau paradigme. Précisément il s'agit du paradigme de l'écriture *Mandombé*. En effet, pourquoi ne pas comprendre que le développement d'une nation repose avant tout sur la maîtrise de l'écriture ? Simon Kimbangu qui a inspiré le *mandombe*, une écriture de type syllabaire, à Wabeladio Payi (présenté comme son inventeur) en 1978 à Mbanza Ngungu dans la province du Bas-Congo (aujourd'hui Congo Central) en République démocratique du Congo (RDC), avait-il mal vu pour donner cette merveille au peuple noir ? Une nation peut-elle se développer quand 80% de sa population est analphabète, c'est-à-dire ne savent pas écrire leur langue nationale ? En d'autres termes, n'est-ce pas la maîtrise de cet instrument de codification de la pensée, qu'est l'écriture, qui a fait de l'Égypte pharaonique, de la Grèce de Périclès, etc., de brillantes civilisations ? Soulignant l'importance de l'écriture dans sa capacité à réguler et consolider le développement et le progrès des nations dans leur marche à travers le temps, D. Ngoïe-Ngalla (2019, p. 73) écrit :

La maîtrise de l'écriture fut toujours à travers l'histoire, un facteur décisif du progrès de l'esprit humain, dans toutes les sociétés qui l'avaient mise au service de la pensée et de l'action. Quelles connaissances scientifiques sans l'écriture qui, en immobilisant le langage, discipline la pensée et l'organise ?

L'écriture est un facteur décisif de progrès en ce qu'elle fixe le langage, discipline la pensée et l'ordonne. Combien d'intellectuels de la sous-région de l'Afrique centrale ont compris la nécessité de faire acquérir la connaissance de l'écriture à leurs peuples ? Même en restant enfermés dans le ghetto linguistique imposé par l'impérialisme euro-états-unien, aucun pays de la sous-région n'a adopté dans le système d'enseignement une politique d'alphabétisation de la population à l'échelle nationale. La renaissance africaine qui est le thème central de notre colloque, peut-elle alors se réaliser sans un support linguistique, sans écriture ?

La promotion des langues nationales est capitale pour permettre aux idées, à la pensée de circuler. « On apprend mieux dans sa langue

maternelle parce qu'il y a un accord incontestable entre le génie d'une langue et la mentalité du peuple qui la parle » (C. A. Diop, 1948, p. 35).

Ngugi wa Thiong'o (2011, p. 26) dans son essai intitulé *Décoloniser l'esprit* soulevait déjà cette problématique : « Quelle est notre responsabilité dans la lutte des peuples africains ? ».—Cette question faisait signe vers l'attitude des intellectuels africains, et posait déjà en filigrane le problème des productions littéraires. Persuadé que les productions littéraires des auteurs africains étaient presque en langues étrangères, notamment celles des colonisateurs, Ngugi wa Thiong'o stigmatisait ces littératures extraverties qui ne servaient pas la cause des populations africaines laissées à l'abandon, et donc incapables de découvrir les délices des lettres. D'ailleurs, bien avant l'auteur de *Décoloniser l'esprit*, C. Anta Diop (1948, p. 34), vilipendait les littérateurs qui faisaient la promotion d'une littérature qui ne pouvait avoir qu'un intérêt dérisoire pour l'Africain parce qu'elle n'a pas été conçue essentiellement pour lui. De tels littérateurs manifestent une attitude pour le moins puérile, devait-il renchérir.

Dans cet essai, qui constitue avec le *Discours sur le colonialisme* d'Aimé Césaire et *Nations nègres et culture* de C. Anta Diop, il y a tout un programme de décollage culturel. Ngugi wa Thiong'o montrait que voler à un peuple sa langue et sa culture, c'est le début de la colonisation. Ce fait, très peu d'intellectuels africains de la sous-région d'Afrique centrale – s'il en est – ont y réfléchi. J. Dianzungu dia Biniakunu (2003, p. 80) avait donné son point de vue sur la question. Selon lui, si un groupe homogène perd sa langue, il perd également son homogénéité, son identité, sa culture. Où il n'y a pas de langue, il n'y a pas de culture non plus. Alors qu'au Congo français, le pouvoir colonial avait tenté de faire disparaître les cultures de l'Afrique Noire arguant que sa civilisation était supérieure à celle des populations indigènes, au Congo belge, le *kikongo* figurait au programme d'enseignement. En effet, J. Dianzungu dia Biniakunu (2003, p. 83) rappelle que :

À l'époque coloniale, elle [la langue kikongo] était non seulement enseignée, elle était aussi la langue de l'enseignement dans les écoles primaires du Bas Congo. Ma génération a appris le kikongo et a reçu sa formation en kikongo. Aujourd'hui, cette pratique appartient, dans une large mesure, au passé.

Il en résulte que les Congolais de 40 ans ou moins peuvent difficilement lire et écrire le kikongo, n'ayant pas eu la chance

de l'apprendre sérieusement à l'école. Or, à notre époque, la meilleure façon de tuer une langue, c'est de ne pas l'enseigner en famille et à l'école et de ne pas l'écrire et la lire.

3.2. Perspectives de la renaissance

Les intellectuels de l'Afrique centrale ne se soucient quasiment pas de l'émancipation de leurs peuples. Jamais, ils n'ont engagé avec les politiques des débats sur la bataille de l'éducation et la culture qu'il faut promouvoir.

L'attention et l'énergie que nous concentrons sur les problèmes politiques du pays ont tendance à nous faire perdre de vue l'une des batailles les plus importantes et les plus décisives dont dépend le développement d'une nation : la bataille de la culture et de l'éducation. Cette bataille est celle de la construction d'un type d'esprit qui puisse, idéalement parlant, assurer le progrès humain, garantir une sécurité globale aux populations et libérer des énergies de créativité pour une société du bonheur solidaire (K. Mana, 2009, p. 1).

Et lorsqu'en 1986, paraît *Décoloniser l'esprit*, essai qui marque une rupture radicale dans sa manière de voir les réalités africaines, Ngugi wa Thiong'o prit la décision d'abandonner l'anglais pour ne plus écrire que dans la langue de son peuple, le *kikuyu*, nombreux sont les intellectuels universitaires qui le qualifièrent de fou, et le pouvoir, lui, le traitait de dangereux. Face à la violence de ses collègues écrivains et universitaires, ripostant à leurs attaques, Ngugi wa Thiong'o a traité ses collègues, sans détour, d'"élites coupables à ses yeux de perpétuer la soumission aux anciennes puissances impérialistes". Lorsqu'il publia ensemble avec Ngugi wa Mirii, la pièce de théâtre *Ngaahika Ndeenda* (*Je me marierai quand je voudrai*), en *kikuyu*, le succès fut éclatant, et ce d'autant plus que la pièce était jouée en langue *kikuyu* par des paysans. Préfaçant la traduction française de cet essai, Sylvain Prud'homme rapporte une anecdote : le succès de la pièce était tellement fulgurant que toute la ville fut en effervescence à la mesure du lectorat populaire auquel elle était destinée. La renommée du héros Matigari, justicier du Kenya contemporain, devient bientôt telle dans les campagnes et les villes que la police, prise de panique, lance un avis

de recherche contre lui. Lorsqu'elle comprend qu'il ne s'agit que d'un personnage de fiction, c'est le livre qu'elle « arrête » : tous les exemplaires disponibles en librairie sont saisis, les stocks de l'éditeur confisqués, et l'auteur emprisonné.

En somme, quand les œuvres de fiction écrites en langues locales sont portées sur la scène théâtrale, il y a bel et bien une communion qui se crée entre les peuples et leurs élites.

Cela dit, pour qu'on ait des intellectuels dignes de ce nom, capables d'affronter les défis de demain, et, à terme, impulser le développement de la sous-région, il faut compter sur les jeunes générations qui n'ont pas connu la colonisation. Pourquoi ? Parce que, celles qui ont connu la colonisation sont aliénées. Elles sont d'autant plus aliénées qu'elles ne peuvent plus changer. Dans *Le portrait du colonisé*, A. Memmi (1964, p. 155-156), rappelle que le colonisé « a été arraché de son passé et stoppé dans son avenir, ses traditions agonisent et il perd l'espoir d'acquérir une nouvelle culture, il n'a ni langue, ni drapeau, ni technique, ni existence nationale ni internationale, ni droits, ni devoirs ; il ne possède rien, n'est plus rien et n'espère plus rien ». En d'autres termes, l'élite actuelle de la sous-région dont la conscience a été formatée pendant la colonisation est dans une posture qui rend impossible sa transformation.

Un tel projet nécessite ce que Nietzsche appelle une "Grande politique" qui pourrait s'étaler sur 50 ans. Pendant cette période, des jeunes gens seront regroupés afin de les faire travailler dans des *Think tanks*, selon les champs ou les domaines de la connaissance. De ceux-ci pourront sortir des intellectuels qui soient en communion, en entente avec leurs peuples. Aussi, chaque État de la sous-région devra-t-il mettre sur pied une structure animée par des hommes de culture dont l'éthique est avérée par les populations. Cette structure aura pour missions, entre autres, de : 1) Procéder à une refonte des systèmes éducatifs de la sous-région de l'Afrique centrale ; 2) Conscientiser les peuples dans leurs langues locales ; 3) Inscire le Mandombe au programme d'enseignement ; 4) Ouvrir des centres d'initiation au Mandombe dans les villes, les villages, et les quartiers ; 5) Traduire la constitution en langues nationales ; 6) Faire la promotion de la vraie littérature africaine (celle qui s'élabore en langues locales) ; 7) Encourager les littérateurs africains en langues locales par des prix d'excellence ; 8) Monter des représentations théâtrales en langues

locales ; 9) Organiser des émissions à la télé et la radio pour cette littérature ; 10) Traduire certaines œuvres du patrimoine de l'Humanité en langues locales, mais aussi dans l'écriture Mandombe ; 11) Les partis politiques doivent prendre le relais en organisant, en langues locales, des causeries politiques dans des quartiers et les campagnes pour expliquer la constitution et 12) Expliquer le bien-fondé de la démocratie au peuple avec comme socle la justice sans laquelle le vivre-ensemble en Afrique centrale est impossible.

Au demeurant, aucune nation, aucun pays ne s'est développé dans une langue d'emprunt. Et l'acquisition des diplômes doit être accompagnée des valeurs de compétence sans lesquelles il n'y a point de progrès.

Conclusion

Les indépendances, appelées de tous les vœux des peuples d'Afrique centrale, n'ont de sens que si l'on affirme les valeurs républicaines, notamment le respect de la justice, de la personne et de la vérité. L'origine du mal développement de la sous-région doit être attribuée à autre chose que le tribalisme et le régionalisme, atavismes hérités de la colonisation, que les partis politiques traînent comme un boulet. À notre avis, un des facteurs majeurs du mal développement de la sous-région est le refus orgueilleux des intellectuels "diplômés universitaires" de jouer leur rôle dans la cité à travers leurs appétits égoïstes et le manque d'affirmation de soi. Pour que la renaissance de la sous-région de l'Afrique centrale puisse suivre son cours sans trop de bégaiements, il convient donc de rapprocher les intellectuels, du moins ceux qui se prennent tels, des peuples du point où en est restée la sagesse populaire, afin de : mettre la pensée à l'école de l'opinion ; immerger le cogito dans les profondeurs de la collectivité ; renouer le lien rompu avec les générations antérieures.

Références bibliographiques

ANDRE Géraldine, 2007, « École, langues, cultures et développement », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 186 | mis en ligne le 31 mai 2010, consulté le 26 février 2015. URL : <http://etudesafricaines.revues.org/6960>.

- BANKOUNDA MPELE Félix, 2019, « L'urgence de l'éthique et de l'insoumission » site : blogs.mediapart.fr › *Propos recueillis le 23 novembre 2011 par Mingua mia Biango pour www.congo-liberty.com*
- BESSIS Sophie, 2003, *L'Occident et les autres. Histoire d'une suprématie*, Paris, La Découverte, 1^e édition 2001.
- CHERIF DIALLO Sékou, 2018, « Intellectuels africains : masque errant ? », disponible sur le Site : <https://afriquesociologie.com/2018/10/04/intellectuels-africains-masque-errant/>
- DIANZUNGU DIA BINIAKUNU José, 2003, « L'importance de la langue écrite dans la préservation de la culture : le cas de la langue kikongo et de la culture kongo », in *Les cultures africaines face à leur histoire. Des cas congolais illuminants*, MISSIO n° 19, Kimpese.
- DIOP Cheikh Anta, 1990 [1948], « Quand pourra-t-on parler d'une renaissance africaine ? », in *Alerte sous les tropiques. Culture et développement en Afrique*, Paris, Présence Africaine.
- ÉBOUE Félix, 1944, *La nouvelle politique indigène pour l'Afrique Équatoriale française*, Brazzaville, Office Français D'Édition. Disponible sur URL: http://www.cvce.eu/obj/felix_eboue_la_nouvelle_politique_indigene_pour_l_afrique_equatoriale_francaise_Brazzaville_8_novembre_1941-fr-7aa7d9e9-0f5f-4a5c-97b8-6f272beea375.html
- GADAMER Hans-Georg, 1996. *La philosophie herméneutique*, Paris, PUF.
- GOMA-THETHET Joachim Emmanuel, 2015, « Consciences identitaires et vie politique au Congo (1991-1997) », in Hugues Mouckaga, Scholastique Dianzinga, Jean-François Owaye (dir), *Ethnies, Nations et développement en Afrique : quelle gouvernance ? Actes du colloque de Brazzaville (Congo), du 26 au 28 mai 2014*, Paris, L'Harmattan, p. 457-476.
- HEGEL Georg Wilhelm Friedrich., 1963, *Leçons sur la philosophie de l'histoire*, Paris, Vrin.

- IBOMBO Armand Brice, 2012, *L'Œuvre missionnaire de Mgr Prosper Augouard au Congo Brazzaville 1881-1921*, Paris, L'Harmattan.
- KABOU Axelle, 1991, *Et si l'Afrique refusait le développement ?* Paris, L'Harmattan.
- LOCK Etienne, 2014, « La problématique de l'intellectuel en Afrique noire, hier et aujourd'hui (The problem of the African Intellectual: Yesterday and Today) », *Journal of Oriental and African Studies*, Numéro 23, p. 249-262.
- MANA kä, 2009, « La bataille de l'éducation et de la culture en république démocratique du Congo ». Réflexion publiée à Pole Institute, Goma, RDC.
- MBEMBA-MPANDZOU Anselme, 2018, « Ethnocentrism and Nation. Reflection on Blocking Factors the Birth of the African Subject », *Open Journal of Philosophy*, Numéro 8, p. 594-613. <https://doi.org/10.4236/ojpp.2018.85043>
- MERCIER Roger, 1968, « Un conteur d'Afrique noire : Birago Diop », *Études françaises*, Volume 4, Numéro 2, p. 119-149. URI : <https://id.erudit.org/iderudit/036316arhttps://doi.org/10.7202/036316ar>
- MINC Alain, 2010, *Histoire politique des intellectuels*, Paris, Grasset.
- MISSIE Jean-Pierre, 2015, « la démocratie identitaire en Afrique noire : une « œuvre » des entrepreneurs politiques », in Hugues Mouckaga, Scholastique Dianzinga, Jean-François Owaye (dir), *Ethnies, Nations et développement en Afrique : quelle gouvernance ? Actes du colloque de Brazzaville (Congo), du 26 au 28 mai 2014*, Paris, L'Harmattan, p. 429-443.
- MONNIER Y., 1999, *L'Afrique dans l'imaginaire français (fin du XIX^e-début du XX^e siècle) : Les tropiques entre mythe et réalités*, Paris, L'Harmattan.
- NDAMBA Josué, 2003, « Impact des langues africaines dans le développement », in *Les cultures africaines face à leur histoire. Des cas congolais illuminants*, MISSIO n°19, Kimpese.
- NGOÏE-NGALLA Dominique, 2006, *L'Afrique à l'épreuve de l'histoire. Brève réflexion sur quelques faits de l'histoire africaine*, Paris, Bajag-Meri.

- NGOÏE-NGALLA Dominique, 2019, *Cette Afrique qui n'arrête pas de balbutier. Les pesanteurs des survivances d'un passé d'épouvante*, Paris, Bajag-Meri.
- OPANGAULT Émile, 2019, « Des relations entre leaders politiques au Congo pendant la période coloniale et postindépendance (1940 -1963) », Brazzaville.
- PONTZEELE Sophie, 2004, « Burundi 1972/Rwanda 1994 : L'efficacité "dramatique" d'une reconstruction idéologique du passé par la presse », Thèse de doctorat en sociologie, Université des Sciences et Technologies de Lille - Lille I.
- SARR Felwine, SAVOY Bénédicte, 2018, disponible sur le site : <http://restitutionreport2018.com> › sarr_savoy_fr
- WA THIONG'O Ngugi, 2011[1ère édition 1986], *Décoloniser l'esprit*, Paris, La Fabrique.